Troisième Sommet Russie-Afrique à Moscou quel bilan ?

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire, HEC PARIS EM 22,
Président du Think Tank CEIDES,
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris
&
Sainclair MEZING, Journaliste, Quotidien Cameroon Tribune

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 05/11/2026,

Novembre 2026

Depuis les vingt dernières années, la Russie affiche un intérêt pour l'Afrique. Qu'est-ce qui peut expliquer ce changement de Moscou pour le continent ?

Je parlerais volontiers d'un retour, car la Russie connaît notre continent depuis longtemps. À l'époque soviétique, Moscou a soutenu plusieurs mouvements de libération, et a formé des cadres africains en très grand nombre. L'historien Constantin Katsakioris a recensé plus de 43 000 diplômés des universités soviétiques pour la seule Afrique subsaharienne, jusqu'en 1991. Beaucoup sont passés par l'Université de l'Amitié des peuples, à Moscou, qui a d'ailleurs repris en 2023 le nom de Patrice Lumumba. Notre pays fait partie de cette histoire ; les relations diplomatiques avec Moscou datent de février 1964, et la partie russe estime à environ 2 000 le nombre de nos compatriotes formés chez elle.

Il y a eu une rupture à partir de 1991. La Russie s'est concentrée sur ses propres difficultés et, dès 1992, elle fermait neuf ambassades et trois consulats sur le continent. Son ambassade à Ouagadougou a rouvert plus de trente ans après, en décembre 2023.

Le retour proprement dit commence en 2006. Cette année-là, le Président Poutine se rend en Algérie, où Moscou annonce l'effacement de 4,7 milliards de dollars de dette, puis en Afrique du Sud et au Maroc. Trois ans plus tard, le Président Medvedev parcourt l'Égypte, le Nigeria, la Namibie et l'Angola avec quelque 400 chefs d'entreprise. Les signaux se multiplient ensuite à l'approche du premier Sommet Russie-Afrique. En janvier 2019, Rosoboronexport, l'agence russe d'exportation d'armes annonçait que 2019 serait « l'année de l'Afrique » pour la coopération militaro-technique russe, et en octobre, Sotchi accueillait 43 chefs d'État et de Gouvernement africains…

Alors, pourquoi cette accélération ? D'abord parce que les relations entre Moscou et les capitales occidentales se sont dégradées, en 2014 puis en 2022. Les partenaires du Sud ont alors pris davantage de valeur à ses yeux. Ensuite parce que l'Afrique pèse plus lourd qu'hier ; elle représente 54 des 193 États membres des Nations unies, et l'Union africaine siège au G20 depuis 2023. Dans les BRICS, l'Égypte et l'Éthiopie ont rejoint l'Afrique du Sud en 2024. Moscou en a tiré les conséquences. Son Concept de politique étrangère de 2023 consacre pour la première fois une section entière à l'Afrique, et la Russie compte aujourd'hui 48 ambassades sur le continent.

Du côté africain, nos États veulent diversifier leurs partenaires sans choisir de camp, et ils en ont les moyens. La Chine, l'Union européenne, le Japon et les pays du Golfe tiennent tous leurs Sommets avec l'Afrique. Moscou a réuni 48 des 54 États africains les 28 et 29 octobre derniers, dont une vingtaine représentés par leur Chef d'État ou de Gouvernement. Notre pays y était représenté par le Ministre des Relations extérieures, Son Excellence MBELLA MBELLA, Représentant personnel du CHEF DE L'ÉTAT. Pour nous, la question reste celle des résultats, parce qu'à Sotchi, l'objectif annoncé était de porter les échanges à 40 milliards de dollars, et nous n'y sommes pas encore…

Selon les derniers chiffres publiés lors du 3e Sommet Russie-Afrique tenu à Moscou, il y a quelques jours, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique s'élève à près de 16 680 milliards de F. Quels leviers actionner pour non seulement accroître ce volume, mais équilibrer ces échanges ?

Ce montant correspond à environ 28 milliards de dollars. C'est le niveau où se situent les échanges depuis deux ans, selon les douanes russes : 27,8 milliards de dollars en 2024, 27,1 milliards en 2025. Pour en mesurer le poids, il faut le comparer. En 2025, le commerce entre la Chine et l'Afrique a dépassé 348 milliards de dollars, près de treize fois plus. La Russie représente moins de 2 % du commerce extérieur africain. La relation politique entre Moscou et le continent est dense, et la relation commerciale, elle, reste modeste.

Ce chiffre cache surtout un déséquilibre. En 2025, la Russie a vendu à l'Afrique pour 22,7 milliards de dollars de marchandises et lui en a acheté pour 4,4 milliards. Pour cinq dollars vendus, un dollar acheté. Le cas camerounais est encore plus parlant. Selon l'agence russe Agroexport, la Russie nous a vendu en 2021 pour 137 millions de dollars de produits agricoles, presque uniquement du blé. Elle nous en a acheté pour 1,7 million.

Un signal positif mériterait pourtant d'être relevé. Entre 2024 et 2025, les achats russes en Afrique sont passés de 3,5 à 4,4 milliards de dollars, soit une hausse d'un quart, pendant que les ventes russes reculaient. Le déséquilibre a peut-être commencé à se réduire. La question est de savoir comment accélérer ce mouvement.

Je partirais d'un produit que nous connaissons bien, le cacao. La Russie a exporté près d'un milliard de dollars de chocolat en 2025, selon la même agence. Pour le fabriquer, elle importe des fèves, principalement de Côte d'Ivoire et d'Équateur. Le Cameroun a récolté plus de 309 000 tonnes de cacao lors de la campagne 2024-2025. Pourtant, il n'a vendu à la Russie que 301 tonnes de fèves en 2021, et aucune en 2022. Il y a là un marché à prendre.

Encore faut-il examiner le tarif douanier. Celui de l'Union économique eurasiatique, dont la Russie est membre, laisse entrer les fèves de cacao en franchise. Il taxe en revanche la pâte et le beurre de cacao jusqu'à 5 %, et le chocolat entre 5 et 10 %. Les économistes appellent cela l'escalade tarifaire : plus un produit est transformé, plus il paie. Les préférences que l'Union accorde aux pays en développement, dont le nôtre, ne corrigent pas ce biais, car leur liste couvre les fèves et laisse de côté les produits transformés. Or nos industriels transforment désormais plus du tiers de la récolte. En 2025, le Cameroun a exporté 99 000 tonnes de produits transformés, de la pâte au chocolat. Le MINCOMMERCE visait d'ailleurs dès 2023 l'exportation de chocolat camerounais vers la Russie. Les textes eurasiatiques prévoient une procédure de modification de cette liste. Le Cameroun aurait tout intérêt à la solliciter avec les autres producteurs africains de cacao ; l'effet serait direct pour nos exportateurs.

Le cacao n'est qu'un exemple. Selon le Président russe lui-même, les produits agricoles africains couvrent à peine 8 % des besoins d'importation agricole de la Russie. La banane en donne une idée. Sur les huit premiers mois de 2024, la Russie en a importé 776 000 tonnes du seul Équateur, alors que le Cameroun en a produit près de 880 000 tonnes en 2022. Pour conquérir ce marché, nos produits doivent pouvoir voyager. Or les liaisons maritimes directes restent rares. Des opérateurs russes ont annoncé en 2025 une ligne entre Novorossiisk et Lagos. Les ports de Douala et de Kribi auraient intérêt à entrer dans ce type de schéma. Il faudrait aussi que nos exportateurs puissent être payés dans des conditions sûres. Selon le Président Poutine, plus de 85 % des règlements se font désormais en roubles et en monnaies locales, ce qui facilite les achats africains de produits russes. Ce mécanisme devrait encore être adapté aux ventes africaines en Russie, dans le respect des réglementations applicables.

Le dernier levier est l'investissement productif sur le continent. Depuis février 2026, les règles d'origine de la ZLECAf sont entièrement agréées. Une entreprise qui produit en Afrique selon ces règles accède à un marché de 1,3 milliard d'habitants. La zone industrielle russe prévue en Égypte, près du canal de Suez, répond à cette logique. À Moscou, la Russie a signé un plan d'action 2027-2029 avec la CEEAC, dont le Cameroun est membre, ainsi qu'un mémorandum avec le Secrétariat de la ZLECAf. L'Afrique centrale dispose donc d'un cadre, et il lui appartient d'y inscrire des projets précis, assortis d'objectifs mesurables en emplois, en contenu local et en produits transformés. Le Président Poutinesouhaite porter les échanges au-delà de 50 milliards de dollars ; j'y ajouterais volontiers un objectif de rééquilibrage.

S'il est avéré aujourd'hui que la Russie est un partenaire sérieux pour l'Afrique, quels peuvent être les secteurs prioritaires vers lesquels le continent peut tirer profit ?

Permettez-moi de nuancer votre question. La Russie est un partenaire important, c'est un fait. Le sérieux d'un partenariat se mesure toutefois à ce qu'il apporte concrètement aux populations. Mon critère est simple : un secteur est prioritaire lorsque la coopération nous aide à produire chez nous ce que nous achetons aujourd'hui à l'extérieur.

Commençons par l'alimentation. En 2024, nous avons importé 1,2 million de tonnes de blé pour 214 milliards de F CFA, selon l'INS. La Russie en a fourni 16 %. Nous lui achetons aussi des engrais : en 2020, elle couvrait 43 % de notre marché. Ces achats répondent à un besoin réel. Ils créent cependant peu d'emplois chez nous. Le Gouvernement a engagé en 2024 le Plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique, qui vise notamment à produire localement plus de 300 000 tonnes de farine panifiable d'ici 2026. La Russie pourrait y contribuer avec ses semences, ses machines agricoles et son expérience de la protection des cultures et de la restauration des sols. Ce sont justement ces domaines que l'agence russe Agroexport identifiait en 2024 pour notre pays, aux côtés d'un projet d'usine d'engrais discuté entre les deux parties. Ce projet mériterait d'être relancé.

Vient ensuite l'électricité. Selon la Banque mondiale, 71 % des Camerounais ont accès à l'électricité, et trois habitants des zones rurales sur quatre en restent privés. La mise en service du barrage de Nachtigal accroît notre capacité de production d'environ 30 %. Le nucléaire civil, que la Russie met en avant, entre désormais dans notre débat national, et votre journal y a consacré une tribune en juillet dernier. Observons l'exemple égyptien avec lucidité. La centrale d'El Dabaa coûte près de 29 milliards de dollars, financés à 85 % par un prêt russe. Les contrats ont été signés en 2017 et la première tranche est attendue en 2028. L'Agence internationale de l'énergie atomique compte dix à quinze ans entre la décision et la mise en service d'une première centrale. Pour notre pays, l'urgence porte sur les réseaux, l'hydroélectricité et le solaire. Le nucléaire relève du long terme, qui se prépare dès aujourd'hui, par la formation d'ingénieurs et la mise en place d'une autorité de sûreté, un domaine où la coopération russe peut être utile.

Les mines offrent un troisième terrain. Rusal exploite la bauxite guinéenne et a relancé en 2018 la raffinerie d'alumine de Friguia, d'une capacité de 650 000 tonnes par an. Le Cameroun prépare l'exploitation de ses gisements de bauxite de l'Adamaoua. L'expérience guinéenne nous enseigne que la valeur se crée surtout à la raffinerie. À Moscou, Rusal a d'ailleurs signé avec la société ghanéenne GIADEC un mémorandum pour extraire et transformer la bauxite au Ghana, et la déclaration finale du Sommet appelle à transformer les minerais sur place. Nous avons intérêt à inscrire cette exigence de transformation locale dans chacun de nos futurs contrats miniers, quel que soit le partenaire.

Il reste la formation, sans doute le domaine où la coopération laisse les traces les plus durables. Selon le Président russe, 40 000 étudiants africains suivent aujourd'hui un cursus en Russie, et le nombre de bourses passe à 5 500 cette année. En 2023, 814 Camerounais étudiaient en Russie, et notre pays a obtenu 120 bourses pour 2025-2026. Le russe est enseigné à l'IRIC depuis 2016. Ces bourses pourraient être orientées vers des filières dont notre économie a besoin, comme l'agronomie, l'ingénierie électrique, la géologie et la santé. Dans ce dernier domaine, le centre russo-guinéen de Kindia a formé plus d'un millier de spécialistes guinéens, et Moscou annonce la production de médicaments et de vaccins en Afrique ; il reste à en connaître le calendrier.

Peut-être un dernier mot, sur la méthode. Le Sommet a produit 166 documents, accords et mémorandums confondus, sans montant global. Leur valeur dépendra de ce que nous en ferons, c'est-à-dire de projets financés et datés, avec un suivi rigoureux. La coopération sécuritaire répond à des besoins réels, et elle donne ses meilleurs résultats quand elle accompagne la prévention des conflits et le développement. Le Chef de l'État, Son Excellence PAUL BIYA, l'a souligné à Saint-Pétersbourg en 2023, en plaidant pour une collaboration franche, équitable et ouverte. C'est la bonne ligne. L'Afrique doit travailler avec la Russie comme avec tous ses partenaires, sans alignement automatique, et juger chacun sur sa contribution réelle à nos priorités : nourrir nos populations, leur

donner accès aux services essentiels, transformer nos ressources, créer des emplois qualifiés et participer au bond vers notre émergence. /-

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.

ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email :infos@ceides.org

Think tank Ceides